



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°42-2020-148

PUBLIÉ LE 30 NOVEMBRE 2020

# Sommaire

## **42\_DDCS\_Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Loire**

42-2020-11-26-007 - Arrêté portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale "un chez soi d'abord - Saint Etienne Métropole" (2 pages)

Page 3

42-2020-11-25-002 - Arrêté portant réquisition du Rdc et du 1er étage du bâtiment Marcel Sicre à Andrézieux-Bouthéon du 25 novembre 2020 au 5 avril 2021 inclus (2 pages)

Page 6

## **42\_Préf\_Präfecture de la Loire**

42-2020-11-30-001 - ARRÊTÉ N° 327-2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 en zone d'état d'urgence sanitaire. (7 pages)

Page 9

42\_DDCS\_Direction Départementale de la Cohésion  
Sociale de la Loire

42-2020-11-26-007

Arrêté portant approbation de la convention constitutive du  
groupement de coopération sociale et médico-sociale "un  
chez soi d'abord - Saint Etienne Métropole"

**ARRETE PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE  
DU GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE**

**« Un chez soi d'abord - Saint-Étienne Métropole »**

La Préfète de la Loire

VU le code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.311-1, L. 312-7 et R.312-194-1 à R.312-194-25,

VU la circulaire ministérielle DGAS/5D/2007/309 du 3 août 2007 relative à la mise en œuvre des groupements de coopération sociale et médico-sociale,

Considérant la transmission le 24 novembre 2020, de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale « Un chez soi d'abord - Saint-Étienne Métropole », datée du 20 novembre 2020, signée par la présidente de l'association Renaître, la directrice générale par intérim et la présidente par intérim du Directoire du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Saint-Étienne, la présidente de l'association ACARS et le président de l'association Rimbaud,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRÊTE**

**Article 1er :** La convention constitutive du groupement de coopération sociale « Un chez soi d'abord - Saint-Étienne Métropole » est approuvée ;

**Article 2 :** Le groupement de coopération sociale est dénommé «Un chez soi d'abord - Saint-Étienne Métropole »

**Article 3 :** Le groupement de coopération sociale a pour objet d'assurer l'exploitation au bénéfice des locataires d'un service d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez Soi d'Abord ». Ce service a pour finalité de proposer un accompagnement adapté à des personnes majeures, sans logement et atteintes d'une ou de pathologies mentales sévères. Il doit leur permettre d'accéder sans délai à un logement en location ou-sous-location et de s'y maintenir, et de développer leur accès aux droits et à des soins, leur autonomie et leur intégration sociale. À cet effet, le groupement est compétent pour déposer auprès des autorités compétentes le dossier de demande d'autorisation d'ouverture d'un service d'appartements de coordination thérapeutique « Un chez soi d'abord ».

Toute compétence que les membres n'auraient pas expressément confiée au groupement ne peut pas être exercée par le groupement.

Le groupement ne poursuit aucun but lucratif.

L'objet du groupement peut être modifiée par l'Assemblée générale,

Article 4 : Pour assurer ses missions citées à l'article 3, le groupement dispose de moyens organisationnels, logistiques et financiers. Le groupement pourra conclure tout contrat nécessaire à la réalisation de son objet, y compris faire appel à des prestataires extérieurs en tant que de besoin.

Article 5 : Le groupement de coopération sociale et médico-sociale est constitué de quatre structures :

- L'association Renaître dont le siège social est situé 17 rue Ferdinand 42 000 Saint-Étienne
- Le centre hospitalier universitaire de Saint-Étienne dont le siège social est situé Avenue Albert Raimond 42270 Saint-Priest-en-Jarez
- L'association communautaire d'action et de recherches sociales (ACARS), dont le siège social est situé 150 rue Antoine Durafour 4100 Saint-Étienne
- L'association Rimbaud dont le siège social est situé 2 boulevard des États-Unis 42100 Saint-Étienne

Article 6 : Le siège du groupement de coopération sociale et médico-social est fixé au 23 rue Balaÿ 42000 Saint-Etienne ;

Article 7 : Le groupement de coopération sociale est constitué pour une durée indéterminée ;

Article 8 : La convention constitutive du groupement de coopération sociale peut être modifiée par l'Assemblée générale. Les modifications sont transmises au Préfet de la Loire pour publicité selon les modalités réglementaires ;

Article 9 : Le groupement de coopération sociale jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication du présent arrêté portant approbation, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire ;

Article 10 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Loire.

Fait à Saint-Etienne, le 26 novembre 2020

La Préfète,

Catherine SEGUIN

42\_DDCS\_Direction Départementale de la Cohésion  
Sociale de la Loire

42-2020-11-25-002

Arrêté portant réquisition du Rdc et du 1er étage du  
bâtiment Marcel Sicre à Andrézieux-Bouthéon du 25  
novembre 2020 au 5 avril 2021 inclus

## **ARRÊTÉ DE RÉQUISITION**

La Préfète de la Loire

VU la loi du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU l'article L 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L 160-6 et L 160-8 du code des assurances ;

VU l'instruction relative à la prise en charge et le soutien aux populations précaires face à l'épidémie de COVID-19 du 3 novembre 2020 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la prévention et de la gestion des impacts sanitaires et sociaux liés à l'épidémie de COVID-19 au cours de l'année 2020, il y a lieu de prendre toute disposition utile pour permettre l'hébergement des personnes sans domicile qui le sollicitent ;

CONSIDERANT le nombre de personnes en demande d'hébergement dans le département de la Loire sollicitant le SIAO-115 ;

CONSIDERANT que les capacités d'hébergement d'urgence mobilisables actuelles sont inadaptées pour assurer l'hébergement des personnes sans domicile dans le respect des mesures sanitaires en vigueur pour éviter la propagation de l'épidémie de COVID-19 ;

CONSIDERANT que le premier étage et le rez-de-chaussée du bâtiment « Marcel Sicre », propriété de la commune d'Andrézieux-Bouthéon, sis rue Paul Grousset 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON sont libres de toute occupation ;

SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de la Loire,

## **ARRETE**

**Article 1 :** Le rez-de-chaussée et le premier étage, du Centre d'hébergement Marcel Sicre sis rue Paul Grousset 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON, sont requis à compter du 25 novembre 2020 jusqu'au lundi 5 avril 2021 inclus, afin de permettre l'hébergement de personnes sans domicile qui le nécessitent, pour une capacité maximale de 57 places ;

**Article 2 :** La gestion opérationnelle de ce centre d'hébergement d'urgence est confiée à l'association ENTRAIDE PIERRE VALDO, opérateur associatif du domaine de l'urgence et de l'insertion. Une convention de fonctionnement et de financement tripartite entre l'État, la Ville d'Andrézieux-Bouthéon et l'association fixe les modalités d'organisation, de fonctionnement et d'accompagnement des personnes ;

**Article 3 :** Le présent arrêté est notifié à Monsieur le Maire d'Andrézieux-Bouthéon ;

**Article 4 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de la Loire, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le 25 novembre 2020

La Préfète,

Catherine SEGUIN



42\_Préf\_Préfecture de la Loire

42-2020-11-30-001

ARRÊTÉ N° 327-2020 portant diverses mesures visant à  
freiner la propagation du virus Covid-19 en zone d'état  
d'urgence sanitaire.



# PRÉFÈTE DE LA LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction des sécurités

Service interministériel de défense et de  
protection civile

### **ARRÊTÉ N° 327-2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 en zone d'état d'urgence sanitaire.**

La préfète de la Loire

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
- VU** le Code de la Santé Publique, notamment son article L. 3136-1 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2020-1128 du 12 septembre 2020 classant le département de la Loire comme zone active de circulation du virus Covid-19 ;
- VU** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1310 modifié du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant Mme Catherine SEGUIN, Préfète de la Loire ;
- VU** l'arrêté DS-2020-508 du 25 mai 2020, réglementant la police des débits de boissons dans le département de la Loire ;
- VU** l'arrêté n°320-2020 du 17 octobre 2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 en zone d'état d'urgence sanitaire et créant une zone de couvre-feu sur le territoire de Saint-Étienne Métropole ;
- VU** l'arrêté n°321-2020 du 17 octobre 2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 dans le département de la Loire ;
- VU** l'arrêté n°322 - 2020 du 17 octobre 2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 dans les communes du centre de l'agglomération roannaise ;
- VU** l'avis du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30/10/2020 ;

ADRESSE POSTALE : 2 Rue Charles de Gaulle – 42 022 SAINT-ETIENNE cedex 1 – Téléphone 04 77 48 48 48 – Télécopie 04 77 21 65 83  
[www.loire.pref.gouv.fr](http://www.loire.pref.gouv.fr)

**CONSIDÉRANT** qu'afin de prévenir la propagation du virus Covid-19 à compter du 29 octobre 2020 à minuit, le déplacement de toute personne hors de son domicile est interdit jusqu'au 15 décembre 2020 ; que dans le respect des mesures générales de prévention de la propagation du virus et en évitant tout regroupement de personnes, certains déplacements restent autorisés à titre dérogatoire en particulier les trajets entre le domicile et le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle ou établissement d'enseignement ou de formation, déplacements professionnels ne pouvant être différés, déplacement pour un concours ; les déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle, des achats de première nécessité dans les établissements dont les activités demeurent autorisées, le retrait de commande, et les livraisons à domicile ; les déplacements concernant les consultations médicales ne pouvant être différés, effectués à distance et l'achat de médicaments ; les déplacements pour motifs familial impérieux pour l'assistance aux personnes vulnérables et précaires ou la garde d'enfant ; les déplacements des personnes en situation de handicap et leur accompagnant ; des déplacements brefs à proximité du domicile liés à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et aux besoins des animaux de compagnie ; les déplacements liés aux convocations judiciaires ou administratives et pour se rendre dans un service public ; les déplacements pour participer à des missions intérêt général sur demande de l'autorité administrative, les déplacements pour chercher les enfants à l'école et à l'occasion de leurs activités périscolaires ; que le représentant de l'État dans le département est néanmoins habilité à adopter des mesures plus restrictives en matière de déplacement lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 ainsi que le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical dans le département ;

**CONSIDÉRANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de la situation nationale et locale ; que, selon Santé Publique France, le taux d'incidence dans la Loire est de 194,7 nouveaux cas pour 100 000 habitants pour la semaine glissante du 20 au 26 novembre 2020 ; que les hospitalisations connaissent une légère baisse par rapport à la semaine précédente mais que le taux d'occupation des lits

ADRESSE POSTALE : 2 Rue Charles de Gaulle – 42 022 SAINT-ETIENNE cedex 1 – Téléphone 04 77 48 48 48 – Télécopie 04 77 21 65 83  
[www.loire.pref.gouv.fr](http://www.loire.pref.gouv.fr)

de réanimation lié au Covid-19 reste très élevé en région Auvergne-Rhône-Alpes à la date du 30 novembre 2020 ; que le taux de positivité est lui aussi très élevé pour le département de la Loire et qu'il a largement dépassé largement le taux moyen national de positivité (19,3 % pour le département et 11,1 % pour la France pour la semaine du 20 au 16 novembre 2020) ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des indicateurs du département ont dépassé les seuils d'alerte maximale sur tous les bassins de vie ;

**CONSIDÉRANT** que ces indicateurs démontrent une détérioration générale de la situation sanitaire dans le département de la Loire marquée par une accélération de la circulation du virus, et que, par conséquent, il est nécessaire de renforcer les mesures visant à limiter les risques de transmission du virus ;

**CONSIDÉRANT** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**CONSIDÉRANT** les risques augmentés de propagation du virus induits par les multiples flux de circulation créés par les déplacements à l'intérieur du département, les mouvements liés aux activités professionnelles et extra-professionnelles à l'échelle du département de la Loire, et entre la métropole de Saint-Étienne et les autres territoires du département en particulier ;

**CONSIDÉRANT** que, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, le Conseil scientifique COVID-19 a recommandé le port du masque pour réduire la circulation du virus ; que, dans son avis du 23 juillet 2020, le Haut Conseil de la Santé Publique, a recommandé le port systématique du masque de protection en cas de rassemblement en extérieur présentant une forte densité de personnes ; que sur le fondement de l'article L 3136-1 du code de la santé publique, les dispositions du II de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-1310 consolidé du 29 octobre 2020 susvisé habilite le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque sur la voie publique pour les personnes de onze ans et plus, sauf dans les locaux d'habitation, et pour les enfants de 6 à 10 ans dans le cadre scolaire;

**CONSIDÉRANT** que sur le fondement des dispositions de l'article 3 -IV du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, le préfet de département est habilité à interdire ou à restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, tout rassemblement, réunion ou activité mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public, autres que les manifestations prévues à l'article 3-III du décret susvisé, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 29 du décret du 29 octobre 2020 précité, le préfet du département est habilité à interdire, à restreindre ou à réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, certaines activités ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**Article 1 :** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent immédiatement dès publication au recueil des actes administratifs sur l'ensemble du département de la Loire et jusqu'au mercredi 20 janvier 2021 inclus.

### **TITRE I – PORT DU MASQUE**

**Article 2 :** Le port d'un masque de protection est obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public, sur le territoire des 53 communes de Saint-Étienne Métropole ainsi que dans les communes suivantes :

- Chazelles sur Lyon,
- Le Coteau,
- Feurs,
- Mably,
- Montbrison,
- Montrond les bains,
- Riorges,
- Roanne,
- Saint Just Saint Rambert,

ADRESSE POSTALE : 2 Rue Charles de Gaulle – 42 022 SAINT-ETIENNE cedex 1 – Téléphone 04 77 48 48 48 – Télécopie 04 77 21 65 83  
[www.loire.pref.gouv.fr](http://www.loire.pref.gouv.fr)

- Sury le Comtal,
- Veauche,
- Villerest.

Le port du masque de protection est obligatoire pour les enfants de six ans ou plus (cours préparatoire) dans le cadre scolaire et fortement recommandé en dehors.

**Article 3 :** Ces dispositions s'appliquent pour toutes les personnes visées par l'article 2 du présent arrêté à l'exception :

- des personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus ;
- des personnes exerçant une activité physique individuelle, au titre de la course à pied ou du vélo ; l'obligation redevient applicable dès que la dite activité cesse dans la limite ;
- des personnes circulant sur les chemins de randonnées à l'exception des zones habitées et urbanisées.

**Article 4 :** Pour les communes ne relevant pas de l'article 2, le port d'un masque de protection est obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus :

- dans les marchés
- sur la voie publique dans un rayon de 50 m aux abords et sur les parkings des gares et arrêts de transports en commun et de tous les établissements recevant du public (notamment les établissements d'enseignement et les crèches, les centres commerciaux, les gymnases et équipements sportifs).

## **TITRE II – DISPOSITIONS FINALES**

**Article 5 :** Conformément aux dispositions l'article L 3136-1 du code de la santé publique susvisées, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe ou, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe ou encore, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

ADRESSE POSTALE : 2 Rue Charles de Gaulle – 42 022 SAINT-ETIENNE cedex 1 – Téléphone 04 77 48 48 48 – Télécopie 04 77 21 65 83  
[www.loire.pref.gouv.fr](http://www.loire.pref.gouv.fr)

**Article 6 :** est abrogé par le présent l'arrêté n°324-2020 du 30 octobre 2020 portant diverses mesures visant à freiner la propagation du virus Covid-19 en zone d'état d'urgence sanitaire et créant une zone de couvre-feu sur le département de la Loire ;

**Article 7 :** Les sous-préfets d'arrondissement, la sous-préfète, directrice de cabinet, le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Loire, le directeur départemental de la sécurité publique de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire et les maires du département de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire, affiché aux abords des lieux concernés et dont une copie sera transmise aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Roanne et de Saint-Étienne.

Le lundi 30 novembre à Saint-Étienne,

La Préfète de la Loire

***SIGNÉ***

Catherine SÉGUIN

## VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la décision, vous avez la possibilité de former un recours administratif dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision :

- **Soit un recours gracieux** auprès de Madame la Préfète de la Loire direction des sécurités, 2 rue Charles de Gaulle CS 12 241 – 42 022 Saint-Étienne CEDEX 01 ;
  
- **Soit un recours hiérarchique** auprès du ministère de l'intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – 11 rue Saussaies – 75 800 Paris CEDEX 08
  
- **Soit un recours contentieux** devant la juridiction administrative au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du deuxième mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)

Ce recours doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif de Lyon – 184 rue  
Duguesclin – 69 433 Lyon CEDEX 3

Ce recours peut aussi être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de  
l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)